

8 MAI : JOURNÉE D'ACTION CONTRE LA REPRESSION

Paris Meeting à 20 h30 - Mutualité - 24 rue St Victor

L'Humanité *rouge*

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 8
dimanche 9
mai 1976
No 486
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Répression tous azimuts

Un mauvais calcul

En arrêtant et en inculquant des marxistes-léninistes pour reconstitution du PCMLF, en même temps que des militants ouvriers, paysans, étudiants, corses et bretons, le gouvernement capitaliste s'est lancé dans une nouvelle provocation ridicule qui lui retombera sur les pieds.

Ridicule en effet car le pouvoir bourgeois s'imaginerait pouvoir arrêter l'essor du mouvement de masse en emprisonnant des éléments avancés de la classe ouvrière. Déjà en 1968, il s'était imaginé décourager le mouvement révolutionnaire de masse en interdisant entre autres le PCMLF. Et pourtant le PCMLF interdit, la classe ouvrière, la paysannerie, la jeunesse révolutionnaire, ont développé et intensifié leur combat de classe contre les exploités.

En 1970 Marcellin a fait déferer et condamner devant la cour de sûreté de l'État cinq militants dont un ouvrier marxiste-léniniste pour reconstitution du PCMLF. Cela n'a pas empêché les ouvriers et les autres travailleurs de se lancer dans des combats de classe d'envergure. C'est qu'en vérité la lutte des classes, le mouvement révolutionnaire des masses opprimées est indépendant de la volonté de tel ou tel individu, de tel ou tel parti. Autrement dit, c'est l'oppression et l'exploitation capitaliste qui sont les meilleurs propagandistes de la révolution prolétarienne.

Bien entendu le parti marxiste-léniniste, sa direction, sont indispensables au succès de la révolution. Et l'existence d'un tel parti prolétarien, indépendant de la bourgeoisie et fondant son action sur la doctrine révolutionnaire marxiste-léniniste enrichie par Mao Tsé-toung, est inévitable. Car la classe ouvrière a besoin du marxisme-léninisme, elle a besoin d'un parti marxiste-léniniste et cela c'est la lutte de classe contre la bourgeoisie et ses représentants dans les rangs ouvriers,

(Suite p. 3)

Coordination étudiante contre les révisionnistes

LES ETUDIANTS VEULENT S'UNIR AUX TRAVAILLEURS

La 5^e coordination nationale étudiante qui s'est tenue à Lyon-Bron jusqu'à vendredi matin aura été marquée par l'affirmation d'un fort courant s'opposant aux trahisons révisionnistes et trotskystes et déterminé à poursuivre et intensifier la lutte. Le gouvernement et les révisionnistes espéraient briser le mouvement étudiant. Leurs espoirs ont été déçus. Dans la plupart des facultés la détermination des étudiants demeure entière.

Deux motions exprimaient cette détermination. La première, de Vincennes, déclarait notamment : «Le patronat veut faire payer la crise aux travailleurs et dans ce cadre accentuer encore plus sa mainmise sur l'éducation. C'est cette lutte contre tous les aspects de cette politique dans l'enseignement qui fonde la solidarité entre étudiants, enseignants, travailleurs, et en premier lieu les travailleurs de l'Éducation nationale. Cette unité dans la lutte que nous bâtissons à travers cette motion et aujourd'hui concrètement par la grève générale de l'université n'a pas pour but de redessiner une autre université ou de servir de masse de manœuvre dans une politique de pression-négociation contre le gouvernement. Nous savons bien que seule la lutte paie, seule la lutte peut arracher l'abrogation de la réforme. Pas de négociation ! Abrogation pure et simple ! Nous devons nous donner les moyens de réaliser la grève générale de l'université dans la perspective de la grève générale de l'Éducation nationale. C'est-à-dire réaliser dans la lutte l'unité lycéens-étudiants-travailleurs pour faire reculer le pouvoir. Après 3 mois de grève, le pouvoir a enfin trouvé ses alliés, ceux-là mêmes qui, il y a encore

quelque temps, se présentaient comme la meilleure garantie de la non-application de la réforme : UNEF, SNESup, Conférence des présidents. Nous disons que les 8 amendements présentés par le SNESup et l'UNEF comme des victoires ne changent rien à la réforme.

Cette motion dénonçait les objectifs politiques poursuivis par le PCF et qui expliquait sa trahison de la lutte des étudiants. Cette motion ajoutait encore : «Mais on ne peut pas seulement se cantonner à la dénonciation de ces forces sans engager la responsabilité de l'orientation actuelle du mouvement qui à travers les motions majoritaires depuis Amiens ont entretenu la confusion du mouvement et aussi empêché les débats politiques qui auraient permis la clarification des deux lignes qui s'opposent : corporatisme ou remise en cause de l'université de classe alors que le mouvement étudiant dans sa lutte pour l'abrogation de la réforme du second cycle s'est très vite posé le problème de l'université de classe. Nous refusons le projet de réforme comme le fonctionnement actuel de l'université. Son rôle de sélection sociale, le caractère tronqué du savoir qu'on nous impose. Pour mener à bien cette critique il est nécessaire de partir du point de vue des travailleurs».

Cette motion proposait différentes perspectives de lutte, et notamment la liaison entre les étudiants et les travailleurs par l'organisation de forums locaux et régionaux, en liaison avec les unions locales, les comités de masse, de femmes, de chômeurs, les usines en lutte. La motion ajoutait : «De plus nous devons faire

de Lip et de Sonacotra un thème national. Pour Lip nous proposons des délégations aux "journées portes ouvertes" organisées par les travailleurs de Lip, des contacts entre le collectif national et Lip pour organiser une journée des Lip dans les facultés pour expliquer leur lutte. Pour la Sonacotra, alors qu'il y a 55 foyers en province et que la lutte se développe, les facultés en grève de province doivent contacter et réaliser la solidarité avec les foyers.»

(Suite p. 3)

La mutinerie du Storajevoï

COMME SUR LE POTEMKINE

Chacun connaît l'histoire célèbre de la révolte des marins du cuirassé Potemkine qui éclata contre les mauvaises conditions de vie et l'oppression des officiers tsaristes. Comme il se révolta contre l'oppression tsariste le grand peuple soviétique se révolta déjà contre la dictature social-fasciste des nouveaux tsars qui ont usurpé le pouvoir en URSS. Malgré le contrôle serré de l'information, les preuves de l'essor de la lutte des peuples d'URSS parviennent jusqu'à nous. Récemment on apprendait la destruction du siège du gouvernement en Georgie et ces jours derniers la mutinerie de marins à bord du contre-torpilleur «Storajevoï». A ce sujet voici les dernières informations transmises par les dépêches d'agence :

La mutinerie des marins du contre-torpilleur «Storajevoï» est confirmée à Paris de bonne source et les détails qu'en ont donnés les Suédois sont exacts.

On précise que tout l'équipage s'est mutiné et a enfermé tous les cadres à l'exception de quelques sous-officiers de la marine. Le «Storajevoï», qui est équipé de missiles nucléaires, normalement basé à Sébastopol, était en manœuvre dans la Baltique au moment de l'incident en novembre 1975.

La mutinerie a été réprimée avec la plus grande rigueur : 50 mutins auraient été fusillés dans les trois heures du retour du bâtiment à Riga. L'aviation a dû intervenir et a mitraillé le «Storajevoï» qui a été arraisonné par d'autres bâtiments de la flotte.

Quelles ont été les raisons de cette mutinerie ? Selon la même source, elles sont de plusieurs sortes : d'abord l'inconfort de la vie à bord et la discipline rigoureuse imposée traditionnellement dans la marine russe.

A propos d'une déclaration de l'Amicale des Algériens en Europe

Quelle est la réalité ?

Notre confrère algérien «El Moudjahid» vient de publier une déclaration de l'Amicale des Algériens en Europe qui a fait l'objet d'une diffusion en tracts en France à partir du 28 avril dernier.

Il s'agit d'une légitime protestation contre les expulsions de travailleurs immigrés, parmi lesquels des Algériens, opérées par la police française le 7 et 16 avril précédents.

Nous avons été surpris de la lenteur de la réaction de l'Amicale pour élever cette protestation publiquement, mais peut-être sommes-nous mal renseignés sur ses initiatives, car, malgré plusieurs demandes, nous ne recevons les dépêches de l'agence «Algérie-Presses-Service».

Pour sa part, le quotidien algérien mentionnait dès son édition des 25/26 avril en page 5 un court article de la grande manifestation «organisée à l'initiative du Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève, (rassem-

blant) des travailleurs immigrés et français... Il est toutefois regrettable que l'information de notre confrère ait comporté une sérieuse erreur puisqu'il attribuait la présence de nombreux travailleurs immigrés et français à leur réponse «à l'appel d'organisations politiques et syndicales françaises de gauche». Comme il est convenu de désigner ainsi le Parti socialiste, le faux Parti communiste français et la CGT, il semble bien que les lecteurs algériens auront été assez mal renseignés : en effet, aucune de ces formations politiques et syndicales n'avaient appelé à la puissante protestation de masse qui rassembla environ 15000 personnes. Il eut été plus conforme à la réalité d'indiquer «à l'appel d'organisations politiques d'extrême-gauche et de la CFDT».

Mais le communiqué de l'Amicale des Algériens en Europe a également publié une version du juste combat des grévistes des foyers So-

nacotra qui relève d'une information défectueuse.

L'organisation algérienne s'est en effet livrée à la dénonciation suivante :

«...Mais comment passer sous silence le rôle pour le moins ambigu de certains groupes extrémistes qui font preuve d'un paternalisme passé d'époque à l'égard des immigrés ? Sous prétexte de soutenir leurs luttes, ils incitent certains résidents à faire preuve d'intransigeance dans le but de bloquer toute perspective d'action ou de négociation concrète...»

Cette critique est précisément «pour le moins ambiguë», car elle manque de précision et n'intervient que par allusion. Contre qui, on se le demande. Il eut été plus convaincant de citer des faits précis de paternalisme, d'une part, d'expliquer en quoi les comités de soutien dans lesquels agissent des travailleurs français exercent les méfaits incriminés, d'autre part.

(Suite page 3)

USA :

CURIEUSE DÉTENTE

Le Sénat américain a approuvé mercredi à une vaste majorité (86 voix contre 7), une résolution demandant la poursuite de la politique de «détente» américano-soviétique... à condition que les États-Unis conservent une indiscutable supériorité militaire.

Cette clause restrictive a été ajoutée au projet primitif qui, ne prévoyant aucune condition à la poursuite de la détente, risquait d'être repoussé.

Prudent, le Sénat a également adopté à l'unanimité cette fois-ci, un second texte stipulant que, lors des prochaines négociations sur la limitation des armements stratégiques, rien ne devait empêcher les USA de demeurer à égalité avec l'URSS dans le domaine des armes nucléaires.

Par 92 voix contre 1, le sénat s'est également prononcé en faveur du retrait des troupes cubaines d'Angola.

SAHARA OCCIDENTAL :

LA SOLIDARITÉ DU FRETILIN

Dans un message adressé à El Ouali, secrétaire général du Front POLISARIO, le représentant permanent du Mouvement de libération du Timor-Est au Mozambique déclare :

«Nous saluons la proclamation de l'indépendance de votre pays par le Front POLISARIO et nous désirons établir avec votre pays les meilleures relations, selon les principes de l'internationalisme militant, la solidarité combative et la fraternité révolutionnaire, avec nos plus chaleureuses félicitations».

RFA :

REBONDISSEMENT DE LA GREVE DES OUVRIERS DU LIVRE

Les ouvriers du Livre et de la Presse de RFA s'étaient mis en grève pour plusieurs jours la semaine dernière. Apprenant l'échec des négociations salariales avec les employeurs, ils ont aussitôt décidé de reprendre la grève totale et illimitée jusqu'à satisfaction de leurs revendications salariales. Montrant que le lock-out patronal ne les intimidait pas, ils ont même haussé le niveau de leurs revendications et exigent maintenant 6,5 % d'augmentation de salaire au lieu de 6 %.

Cette grève touche 85 000 des 145 000 travailleurs de l'imprimerie en RFA.

Pékin :

Recevant le ministre des Affaires étrangères britannique Kiao Kouan Houa déclare :

« ON PEUT FAIRE FACE A TOUTE EVENTUALITE QUAND ON S'Y EST PREPARE »

Anthony Crossland, nouveau ministre des Affaires étrangères britannique est actuellement en visite officielle en Chine. A une réception officielle donnée en son honneur, le ministre des Affaires étrangères chinois a fait une importante déclaration sur la situation en Europe dont nous reproduisons ci-dessous les principaux extraits.

«Plus de 30 années se sont déjà écoulées depuis la guerre. Cependant, la dure réalité nous apprend que la rivalité entre les deux superpuissances dans le monde, particulièrement en Europe qui est le point-clé de leur rivalité, devient de plus en plus intense, et le danger de la guerre va croissant. Comment peut-on dire qu'il y a une "paix durable" ou "une détente irréversible" ? C'est précisément cette superpuissance qui a toujours sur les lèvres l'"antienne de paix" qui se livre partout à l'expansion tant en terre que sur mer, créant partout des troubles. Mais sa férocité et sa brutalité ne peuvent dissimuler sa faiblesse en tant que "tigre en papier", et son expansion et son offensive aboutiront inévitablement à la défaite. Nous avons constaté avec satisfaction que les personnalités des pays ouest-européens réfléchissent sérieusement sur la situation actuelle en Europe et dans le monde et toujours plus nombreux sont ceux qui se sont rendu compte du vrai visage de l'hégémonie et de la direction de son principal fer de lance. Mais une digue a toujours une brèche là où elle est la plus vulnérable et

où frappe le principal courant d'un flux. Il y a un dicton chinois : on peut faire face à toute éventualité quand on s'y est préparé ; c'est nourrir le mal que de le tolérer. L'appétit d'un agresseur ne peut jamais être rassasié. C'est aussi dangereux de placer l'espoir sur une hypothèse fantasmagorique. L'histoire de la seconde guerre mondiale nous a fourni à cet égard une leçon utile.

«C'est une loi historique pour les peuples ouest-européens de s'unir face à la menace de l'hégémonie. Leurs aspirations au renforcement par l'unité et à la sauvegarde de leur propre sécurité sont impérieuses chaque jour davantage.» Il a réaffirmé le soutien constant du peuple chinois à la cause de l'unité de l'Europe occidentale contre l'hégémonie. «En 1973, a indiqué Kiao Kouan-houa, la Grande-Bretagne a adhéré officiellement au Marché commun ouest-européen. L'année dernière, vous avez décidé par un référendum de rester dans la communauté européenne. Cela revêt une grande signification pour l'unité de l'Europe occidentale et répond aussi aux intérêts du peuple britannique». Il a

fait remarquer également : «La voie de l'unité de l'Europe occidentale n'est pas plate, surtout parce qu'il y a encore des tactiques de division, l'obstruction et le sabotage de la part des superpuissances. Mais nous sommes persuadés que les difficultés dans le processus de l'unité peuvent être surmontées tant qu'il y a un net objectif commun, que la politique et les actions sont basées principalement sur la force des pays ouest-européens eux-mêmes et que les efforts concertés sont déployés en comptant sur les peuples ouest-européens conscients chaque jour davantage.

«La Chine, a-t-il ajouté, appartient au tiers monde et elle est un pays socialiste en voie de développement. Au point de vue stratégique nous nous basons sur le combat et nous ne nourrissons aucune illusion. Nous sommes résolus à construire la Chine en un puissant pays socialiste en persévérant dans ce principe : indépendance et autonomie et compter sur nos propres forces ; et nous sommes prêts à lutter contre l'hégémonie, en coopération avec tous les pays sujets à la menace des superpuissances.»

nouvelles du monde



CISJORDANIE OCCUPEE

LE DEBAT

AU CONSEIL DE SECURITE

La question des territoires occupés par les sionistes a été évoquée hier mercredi devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Le représentant de la Syrie a demandé au Conseil «d'ordonner à Israël de s'abstenir d'établir de nouvelles colonies de peuplement dans les territoires arabes occupés», et de démanteler celles qui existent déjà, en attendant l'évacuation rapide de ces territoires par Israël.

Le porte-parole de l'OLP, Zahdi Labib Terzi, a également accusé le régime sioniste raciste d'avoir donné son soutien à la marche faite par 20 000 sionistes dans les territoires occupés. Il a rappelé que la voie de la lutte armée du peuple palestinien était légitime et qu'il y aurait recours jusqu'à la victoire finale.

ITALIE

UN COMPROMIS TRES ELASTIQUE

Le PCI de Berlinguer souhaite avoir des chefs d'entreprise et des non-communistes, notamment des intellectuels et des catholiques, parmi ses candidats aux élections législatives anticipées, a indiqué mercredi soir Emanuele Malacuso, membre de la direction du parti révisionniste, à l'issue d'une réunion du Comité central. Il s'en est expliqué en ces termes : «Nous voulons ainsi donner à des groupes et à des forces qui ont un poids dans la vie culturelle et sociale et dans la production, une représentation parlementaire qu'ils n'ont pas toujours». La classe ouvrière italienne risque d'être bien étonnée d'apprendre que le patronat était jusqu'ici sous-représenté dans la vie politique en Italie. Quant à celui-ci, voilà de quoi le rassurer définitivement ! Le «compromis historique» est décidément une notion très élastique !

L'OLP et le retour des juifs originaires des pays arabes

«Toute personne expatriée a le droit fondamental de regagner sa patrie, c'est pourquoi la Résistance palestinienne défend le droit des juifs originaires des pays arabes à rentrer dans leur pays», a déclaré lundi un dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Abou Mazen, membre du Comité central du Fatah, a indiqué que l'OLP avait contacté les pays arabes sur cette question. Quatre d'entre eux — le Soudan, l'Irak, le Maroc et le Nord-Yemen — se sont déjà déclarés prêts à accueillir les juifs désireux de regagner leur patrie d'origine. «Les autres États arabes, a-t-il dit, se préparent à adopter une même attitude».

Abou Mazen, qui a la responsabilité du plan palestinien de retour des juifs des pays arabes, a souligné que «non seulement les juifs des pays arabes vivant actuellement en Israël ont le droit de rentrer dans leur pays, mais également tous ceux qui vivent en Europe, en Amérique ou ailleurs dans le monde».

«Les ambassades des États arabes ont reçu des instructions afin de faciliter le retour des juifs», a précisé le dirigeant du Fatah.

«Quant à l'opinion politique arabe, a-t-il dit, elle est tout à fait prête à accueillir les juifs. Nous n'avons jamais rien eu contre eux en tant que tels, et certains de nos meilleurs combattants

en Israël sont de mère juive. Tous les malentendus qui ont pu naître après les événements de 1948, ont été maintenant totalement clarifiés dans l'opinion arabe».

Abou Mazen a indiqué que les juifs rentrant dans les pays arabes récupéreront les biens qu'ils ont abandonnés en partant, plus les intérêts qui se sont accumulés depuis lors. «S'ils ne possèdent rien, ils bénéficieront d'une assistance financière pour leur installation», a-t-il ajouté.

Rappelant le récent vote de l'Assemblée générale des Nations unies assimilant le sionisme à une forme de racisme, Abou Mazen a affirmé qu'en Israël, les ashkenazi (juifs originaires des



Pendant que les sionistes matraquent et expulsent les Palestiniens, la voix de l'OLP s'élève en faveur des juifs des pays arabes, jetant les bases de la Palestine démocratique de demain.

pays européens) pratiquent le racisme aussi bien à l'égard des Arabes que des Sefarim (juifs des pays orientaux et arabes).

Il a indiqué que 31 000 juifs vivent au Maroc et 8 000 en Tunisie. «Les juifs tunisiens versent régulièrement des contributions fi-

nancières à la Révolution palestinienne, ce qui montre qu'ils se considèrent comme des citoyens tunisiens», a-t-il estimé.

«Dans cette question, a souligné le dirigeant palestinien, notre préoccupation fondamentale est que tout expatrié a le droit de rentrer

chez lui. C'est un droit que nous revendiquons également pour nous-mêmes et c'est un corollaire de notre slogan pour une Palestine démocratique. Cela signifie que l'OLP reconnaît certains droits aux habitants de la Palestine future.»

nouvelles intérieures

Jeudi, les grévistes organisaient une opération «porte ouverte» à l'usine de Palente

Une provocation du PCF contre les Lip

Les LIP, qui ont donc recommencé à occuper l'usine de Palente pour lutter contre leur licenciement collectif, organisaient jeudi après-midi une «opération portes ouvertes» afin de populariser leur lutte et de susciter comme en 1973 un profond courant de soutien dans la population, de la façon la plus large possible ; leur expérience leur a appris en effet que ce n'est que grâce à l'appui et à la solidarité de dizaines et de dizaines de milliers de travailleurs qu'une lutte, qui promet d'être longue et dure, peut-être victorieuse.

Comme en 1973 également, le PCF a réagi immédiatement à cette juste initiative des LIP par une tentative de sabotage. A 16 heures en effet alors même que commençait «l'opération portes ouvertes» organisée par les travailleurs avec le soutien de leur intersyndicale CFDT-CGT-CGC, le secrétaire départemental du PCF, Serge Paganelli, conseiller général à Besançon, s'est livré à une véritable provocation en déversant devant l'usine un flot d'insultes à l'égard des grévistes.

Son objectif était clair : empêcher par tous les moyens les gens d'entrer à l'intérieur de l'usine et de discuter avec les LIP.

Paganelli se mettait à brailler : «*Nous ne souscrivons pas à une telle opération, elle est source de compromissions et de confusion fort nuisibles au personnel de LIP... Nous avons appris que l'intersyndicale LIP a invité à cette opération politique, sans aucune distinction sociale et politique, toutes les personnalités. En clair, nous serions donc invités à une simple alliance réunissant les victimes et leurs bourreaux, les salariés menacés de licenciements et les capitalistes ou leurs hommes politiques coupables de la liquidation de l'industrie horlogère.*»

Aussitôt un grand nombre de travailleurs de LIP se pressaient autour de ce provocateur. La colère était à son comble. Jean Raquenes, délégué CFDT, lançait : «*M. Paganelli, je n'entrerai pas dans la polémique. Mais faire ce que vous avez fait aujourd'hui précisément, c'est écœurant, cela s'appelle du sabotage.*» Indigné par les propos du secrétaire départemental du PCF, un militant CGT devait proprement l'envoyer paître. Aux dires mêmes des travailleurs présents, «*l'incident était tout prêt de dégénérer.*» Les délégués CFDT et des ouvriers prenaient donc la décision de faire démarrer la visite de l'usine, laissant

choisir sur le trottoir le contre-révolutionnaire Paganelli.

Écoutez-les donc ces soi-disant défenseurs de la classe ouvrière qui viennent provoquer les LIP pour faire échouer la popularisation de leur lutte. Écoutez-les ces politicards véreux de la bourgeoisie qui assaillent leurs injures de promesses du genre : «*Le PCF ne faillira pas dans son soutien au personnel*» de LIP. Cela veut se donner des airs de pur et dur qui ne veut pas se compromettre avec les capitalistes. Croyez-vous qu'ils fassent ainsi réellement la fine bouche ? Allons donc, qui donc s'est installé devant le tapis vert pour marchander des accords de chômage ?

Qui donc a manigancé des combines sordides avec les ministres banquiers pour faire avaler la pilule à la classe ouvrière avec une prétendue indemnisation à 90 % du salaire ? Qui donc, sinon Séguin, membre du Bureau politique de ce prétendu PCF, a donné le feu vert aux licenciements massifs d'ouvriers ?

Et cela se passait quand ? En octobre 1974, moins d'un an après que les LIP, eux, aient réussi à imposer, par la lutte classe contre classe, qu'il n'y ait pas un seul licenciement !

En vérité, les faux communistes dirigeant le PCF n'ont pas de souci à se faire. Personne ne compte ici les accuser de se compromettre avec la bourgeoisie : ils en font partie intégrante, ils sont les plus farouches ennemis des travailleurs, jusqu'à en devenir hystériques lorsque ceux-ci s'engagent dans la lutte. Et en définitive la provocation de Paganelli n'est qu'un nouvel épisode qui permet à la classe ouvrière de prendre conscience de ce que le révisionnisme n'est pas son allié, pas même un allié «mou», conciliateur avec la bourgeoisie, mais son ennemi le plus acharné, et qu'à ce titre il faut le rejeter résolument, radicalement et définitivement de tout mouvement de lutte de masse.

UN MAUVAIS calcul (suite de l'éditorial)

les révisionnistes du PCF qui le lui enseignent quotidiennement.

La bourgeoisie peut bien arrêter un, dix, cent et plus marxistes-léninistes, elle retrouvera toujours des éléments d'avant-garde dans la classe ouvrière pour reprendre le flambeau et reconstituer partout l'état-major de combat du prolétariat. On peut arrêter des hommes, interdire un parti et le per-

Coordination étudiante de Lyon

Les étudiants veulent s'unir aux travailleurs

(Suite de la p. 1)

La motion indiquait encore, à propos des examens : «*Nous devons aussi profiter du problème des examens qui représentent l'arme actuelle du mouvement et qu'ainsi les conditions de validation de l'année se discutent en période de grève et qu'ils servent à l'approfondissement de la lutte. Il n'est pas question pour le mouvement étudiant de poser la question des examens en dehors de la grève, ce qui reviendrait à avoir une position défensive face au chantage des examens et amènerait les étudiants en ordre dispersé devant cette institution répressive et sélective qu'est l'université.*»

A propos de la structuration de la mobilisation

étudiante, cette motion lançait un appel à la constitution de coordinations régionales devant élire des délégués au collectif national et elle ajoutait : «*Il n'est bien entendu pas question que ceux qui négocient dans le dos du mouvement et appellent à la reprise des cours puissent participer à ce collectif.*»

Une seconde motion présentée par l'école des Langues orientales indiquait : «*Cette coordination une fois de plus n'offrira pas aux étudiants les perspectives qu'ils réclament. Une fois encore les débats de politicards initiés, les compromis minables ont prévalu et ceci à un moment particulièrement critique pour le mouvement. Les facs tiennent bon. La plupart sont encore en grève, malgré la campagne d'intoxication de la presse. Pourtant le découragement se fait jour à cause du manque de perspectives. Mais le gouvernement aussi tient bon, encouragé par le refus des directions syndicales enseignantes de participer à la grève générale. Certains veulent enterrer la grève, l'UNEF bien sûr mais aussi à mots couverts les organisations qui ont maintenant le culot de parler de lutte de longue haleine et de restructuration du mouvement alors qu'elles l'ont mené à la défaite les années*

précédentes et qu'elles n'ont aucune proposition maintenant pour sortir de l'impasse. Nous, notre position est la suivante. Il faut exercer dans les semaines qui viennent une pression maximum contre le pouvoir 1) en utilisant l'arme des examens, non passage en cas de non satisfaction des revendications, remise en cause des examens arme de division des étudiants, de répression de nos grèves et de reproduction des hiérarchies 2) les moyens d'action doivent être principalement décidés en fonction des différentes situations par les coordinations régionales et les assemblées générales de fac. Il est nécessaire de décentraliser le processus de décision dans le cadre des nouvelles formes de lutte et de grève à adopter, surtout à un moment où les coordinations nationales s'empêchent dans l'impuissance.»

Cette motion indiquait encore : «*La nécessité d'une liaison concrète avec les travailleurs. Au niveau central nous proposons une manifestation aux côtés des travailleurs des entreprises en liquidation (Lip, Câbles de Lyon, etc.), des chômeurs (comités de chômeurs), des immigrés (Sonacotra), contre la politique de licenciement, contre la répression.*»

Elle indiquait enfin : «*Nous appelons les étudiants qui posent les problèmes en ces termes à des réunions régionales, et à la fin de cette semaine, à une réunion nationale pour coordonner nos initiatives.*»

Ces deux motions allaient dans le même sens et il est regrettable que pour des questions secondaires l'unité n'ait pu se réaliser. Elle aurait donné la majorité à de justes positions. La première motion a en effet obtenu 28 voix, la seconde 50. Des délégués se sont abstenus à la suite de l'absence d'unité.

Une fois de plus les magouilles n'auront pas manqué à cette coordination. C'est ainsi qu'on a pu voir un membre du Bureau politique de la Ligue trotskyste présent comme journaliste donner le signal de la claque et les consignes de vote.

C'est finalement un texte regroupant les différentes sectes trotskystes qui a été adopté grâce aux tractations et manœuvres désormais classiques. Les révisionnistes quant à eux sont les grands perdants, ils n'ont en effet obtenu que 28 voix. Ils faisaient triste mine. De plus en plus nombreux sont ceux qui sont décidés à les exclure du mouvement étudiant. Pour que celui-ci se développe, il faut aujourd'hui que les forces antirévionnistes et antitrotskystes s'unissent et que l'action se renforce dans les différentes facultés.

A propos d'une déclaration de l'Amicale des Algériens en Europe

Quelle est la réalité ?

Suite de la page une.

Ayant soutenu sans aucune condition préalable le grand combat revendicatif des grévistes des foyers Sonacotra (qui ne sont pas seulement Algériens, mais appartiennent à onze nationalités différentes), nous sommes en mesure de témoigner de la réalité suivante : il est absolument indiscutable que les décisions des grévistes n'ont jamais été prises que par eux, et eux seuls, collectivement, en accord avec la volonté démocratiquement exprimée par tous les résidents réunis préalablement en assemblées générales par foyer. La ligne de lutte adoptée par les travailleurs immigrés n'a pas été inspirée ou influencée par qui que ce soit en dehors d'eux. Nous témoignons du contraire, les grévistes immigrés ont agi par eux-mêmes.

Notre avis, fondé sur la réalité vécue par les grévistes, c'est que s'il y a eu effectivement des tentatives de caractère paternaliste, elles sont venues de représentants du faux Parti communiste français ou de bonzes de la

CGT. L'attitude grossière qu'ils ont eue le 1er Mai à l'égard d'une jeune fille algérienne distribuant des tracts du Comité de coordination des grévistes de la Sonacotra, en constitue l'un des plus récents témoignages : «*Tu n'as qu'à retourner dans ton pays !*» lui ont-ils crié, et ils l'ont brutalisée, comme de véritables colonialistes.

Nous ne comprenons pas pourquoi l'Amicale des Algériens en Europe a donné un avis qui ne se fonde pas sur la réalité. Sa version est proche des injures lancées par les dirigeants révisionnistes, furieux d'avoir été systématiquement démasqués par les grévistes. Pour le PCF et la CGT, aujourd'hui comme hier, pendant la guerre d'Algérie, ceux qui luttent avec courage et persévérance sont qualifiés de «*gauchistes*» ou «*extrémistes*». Au lieu de concentrer leurs coups sur les véritables coupables de ces expulsions et de ces brutalités qui rappellent les méthodes racistes du colonialisme, ces traîtres à la classe ouvrière sont allés jusqu'à scander le mépris-

ble mot d'ordre «*Les gauchistes, c'est les expulsions !*»

Mais nous espérons que nombreux sont et seront les frères algériens, notamment parmi les ouvriers, qui s'en tiendront à la réalité des faits, tels qu'ils sont apparus par exemple dans les déclarations intéressantes recueillies par Paul Balta à Alger auprès des travailleurs algériens expulsés (voir «*Le Monde*» du 2/3 mai, en page 37).

Quant à nous, nous préconisons l'union totale de tous les travailleurs immigrés pour l'aboutissement de leurs légitimes revendications et nous espérons qu'ils seront soutenus jusqu'au bout par toutes les organisations, dont ils peuvent attendre l'appui le plus naturel.

C'est aux intéressés, et à eux seuls, qu'appartient de choisir le moment le plus opportun de négocier avec la Sonacotra. Nous pensons que le Comité de coordination des grévistes a bien fait de récuser les propositions et conseils paternalistes avancés par les dirigeants CGT en

vue d'une négociation sans rapport de force préalable favorable, mais si nous rendons public ce jugement ce n'est qu'après que les travailleurs immigrés se soient déterminés en toute liberté en comptant sur leurs propres forces.

Quand nous dirigeons nous-mêmes un mouvement, nous ne sommes jamais des jusqu'au-boutistes ou extrémistes, mais nous nous efforçons de savoir choisir le moment le plus favorable pour la négociation, c'est-à-dire le moment où l'ennemi de classe est acculé à lâcher le maximum des avantages pour lesquels nous luttons. C'est là un vieux principe tactique de la lutte de classe, que violent le PCF et la CGT.

En tout état de cause, notre propre soutien, sans aucune ingérence dans leurs affaires ni aucune pression sur leur ligne, est indéfectiblement acquis aux ouvriers immigrés des foyers Sonacotra, comme à tous ceux des autres entreprises dans l'ensemble de notre pays. C'est là, et là seulement, que réside l'internationalisme prolétarien.



la France des luttes

Réhault (Fougères)

POPULARISATION DE LA LUTTE

Voici quelques photos prises lors de la journée «portes ouvertes» qui a eu lieu le samedi 1er mai à l'usine Réhault de Fougères.

Les travailleurs de Réhault, ainsi que ceux de nombreuses autres entreprises seront présents à la journée «portes ouvertes» organisée à Lip les samedi 8 et dimanche 9 mai.



«Premier Mai a rassemblé 5 000 travailleurs à Fougères. L'après-midi une foule importante se pressait autour des stands dans l'usine Réhault. Les achats de chaussures pour soutenir les grévistes furent également nombreux.



Il y avait aussi la queue, le midi au stand «galette-saucisse».



Les grévistes avaient organisé une visite des ateliers.

OTP (Gonesse)

Attaque fasciste contre un piquet de grève

A l'usine papetière de l'Office de transformation papetière de Gonesse (OTP) dans le Val-d'Oise, les travailleurs sont en grève illimitée depuis le 29 avril pour la 5e semaine de congés payés et 300 F pour tous.

Le 4 mai, un groupe de nervis armés payé par la direction et accompagné de chiens s'est lancé contre les travailleurs du piquet de grève.

La fédération CFDT du livre et le syndicat CFDT de la région parisienne protestent contre ces méthodes et affirment que : «Les membres de ce commando extérieur à l'entreprise et recrutés dans la pégre seraient payés par la direction générale d'OTP pour faire évacuer les grévistes.»

De telles méthodes sont en effet des méthodes fascistes employées de plus en plus par les patrons contre les travailleurs en grève. D'autres méthodes sont de jeter devant les tribunaux ou de licencier les travailleurs combattifs. C'est la peur, la plus grande peur des patrons et de la bourgeoisie qui les font agir ainsi. Les travailleurs en lutte ne peuvent

que continuer leur action en ripostant du tac au tac à la violence de la bourgeoisie.

Une motion contre la répression présentée au congrès du SNTRS-CGT

Dans une section du SNTRS-CGT (syndicat des ingénieurs, techniciens, administratifs de la recherche scientifique), il y a eu 2 AG pour préparer le prochain congrès, qui aura lieu les 5, 6 et 7 mai. Malgré la faible représentation de la base, une bataille intéressante a été menée contre la ligne révisionniste de ce syndicat.

Sur la question des primes, d'abord. La répartition actuelle de la prime de participation à la recherche est extrêmement injuste : elle ne touche que les techniciens et les ingénieurs, avec un taux plus fort pour les hauts salaires, et rien pour les petites catégories.

La position du syndicat, c'est de demander 20 % pour tous, disant qu'ainsi les petits salaires seront augmentés plus que les gros. Un amendement a été adopté, demandant une prime unique pour toutes les catégories, alignée sur la prime des ingénieurs.

Ceci, non sans mal, beaucoup se sont abstenus car on n'avait pas le temps de s'expliquer, il fallait tout voter

à toute vitesse, beaucoup étaient écoeurés par ces méthodes qui ne permettent pas de travailler correctement et montrent que tout est décidé d'avance.

Provocation et répression

Un délégué syndical CGT et trois ouvriers des filatures de la Vologne (Vosges) ont été condamnés mercredi respectivement à un mois et quinze jours de prison avec sursis pour «entrave à la liberté du travail» par le tribunal de grande instance d'Épinal.

Ils sont accusés d'avoir participé aux piquets de grève au cours de la grève en mars dernier.

Aux établissements de Forge et Estampage Bar-Lorforge à Custines (Meurthe et Moselle), où sont employées 640 personnes, le directeur a foncé avec sa voiture sur le piquet de grève. Un ouvrier a été blessé.

Le débat politique, qui avait été complètement escamoté à la première AG, a pu avoir lieu un peu, notamment sur le point précis de la répression actuelle :

— à propos de la situation en Espagne, un amendement a été rajouté, demandant la levée immédiate de l'interdiction du FRAP, interdit en France en mars 76.

— à propos de la répression, une motion a été adoptée qui sera portée au congrès. Elle proteste contre les violences policières contre les étudiants et les travailleurs immigrés des foyers Sonacotra, elle demande la suppression immédiate de la cour de sûreté de l'État et la libération immédiate de tous les emprisonnés politiques dont Siméoni, Tisseyre, les syndicalistes et Le Gal.

Les révisionnistes du PCF, après avoir essayé de noyer le poisson en demandant des textes généraux sur les libertés démocratiques, ont dû finalement laisser voter ces textes. Lors du vote, ils se sont abstenus.

Correspondant HR.

Peugeot (Lille)

Une journée «portes ouvertes» organisée par la direction

Aux usines Peugeot à Lille, la direction vient d'organiser en grandes pompes une «journée portes ouvertes». A cette fin, elle a dépensé 150 millions : des tonnes de peinture pour les murs, pendant la journée, les ouvriers ont reçu une prime, seules quelques machines fonctionnaient, à la place du bruit infernal habituel, de la musique d'ambiance. Le paradis, quoi !

Pourquoi cette journée alors que la classe ouvrière des Cycles vient de mener de dures luttes de classe contre les licenciements et la répression ? «Prouver» à la population qu'à Peugeot, tout va bien, qu'il n'y a pas lieu de faire grève, etc.

Face à cette opération patronale qui vise à isoler les travailleurs de Peugeot et à étouffer leurs revendications, que font les sections syndicales de Lille ? Rien ou presque.

La CGT et la CFDT sortent un tract destiné aux visiteurs où ils dénoncent certes le caractère démagogique de l'opération, mais que proposent-elles ?

«Nous ne sommes pas des démagogues ni des cas-

seurs. Nous ne voulons pas tout et tout de suite, ce que nous voulons, c'est nous associer autour d'une table de négociation».

Voilà la seule proposition «d'action».

N'est-ce pas désavouer de fait les travailleurs de Montbéliard qui ont mené une lutte dure classe contre classe ?

Dans ce tract où rien n'est dit sur la lutte récente des ouvriers de Peugeot, les syndicats s'évertuent à prouver qu'eux sont capables de gérer Peugeot mieux que les patrons :

«Il y a quelques mois nous avons prouvé à la direction que le retour aux 40 heures pourrait être payé avec l'argent qu'elle dépensait pour déplacer du personnel dans les autres usines...»

Voilà à quoi aboutit la ligne de collaboration de classe impulsée par le faux PCF à la direction de la CGT : trahison des luttes des travailleurs, le seul est de prouver qu'on est capable de gérer le capitalisme mieux que les capitalistes eux-mêmes.

Correspondant HR.

COLMAR

TRAVAILLER ET VIVRE DANS LA VALLÉE !

A l'exemple des petits viticulteurs du Midi, c'est sur ce mot d'ordre que les travailleurs de l'entreprise textile Haffner de Breitenbach et l'Union locale CFDT de Münster ont organisé un important meeting vendredi 30 avril à Münster pour protester contre la fermeture de leur entreprise, qui jette 103 travailleurs à la rue, dans une vallée où plus de la moitié des emplois ont disparu depuis 20 ans. Pour la première fois depuis des dizaines d'années, plus de 250 travailleurs se sont rassemblés sur la place du marché, tandis que les commerçants avaient fermé leurs magasins en signe de solidarité.

Malgré la présence des révisionnistes venus proposer leur camelote de Programme commun comme solution à la fermeture, en deux mois de lutte, les travailleurs de Haffner et de la vallée se sont rendus compte que ni les élus, ni des élections n'empêcheraient leur usine de fermer.

Aujourd'hui l'heure est à la lutte !

Correspondant HR.

ST GOBAIN (OISE)

GRÈVE AVEC OCCUPATION

80 % des 1 200 ouvriers de l'usine Saint-Gobain de Rantigny (Oise) ont cessé le travail mercredi et occupé leurs locaux. Les revendications portent surtout sur l'amélioration des salaires, des conditions de travail et les classifications.

DES GRÉVISTES D'UNE ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DU GARD RETIENNENT LA GÉRANTE

Les cent salariés de l'entreprise «Becci» d'Uchaud (Gard) (construction de villas) en grève depuis lundi pour obtenir le paiement de leurs salaires d'avril, la régularisation de ceux de mars et l'abandon d'un projet de licenciement concernant la moitié du personnel, ont retenu pendant 90 minutes mardi soir dans son bureau la gérante de la société. Les grévistes ont occupé les locaux du siège de l'entreprise.

*
Aidez-nous,
achetez toujours
l'Humanité rouge
dans le même kiosque
*



la France des luttes

Nancy : La fac de lettres occupée par les flics

En grève depuis un mois, plusieurs centaines d'étudiants en Lettres ont occupé jeudi après-midi la présidence de l'université de Nancy II pour obliger le président à cesser le chantage aux examens auquel il se livre.

Après avoir forcé les portes du rez-de-chaussée et du deuxième étage, les étudiants sont arrivés devant le bureau du prési-

dent de l'université, mais celui-ci s'était... barricadé à l'intérieur.

A l'appel du président, les flics ont accouru et ont obligé les étudiants à partir. Soixante-quinze d'entre eux ont été arrêtés.

Dans la nuit — vendredi à 2 heures du matin — la faculté des Lettres a de nouveau été investie par les flics sous la conduite de Jean Rochet, préfet de

Meurthe-et-Moselle. Une trentaine d'étudiants ont été arrêtés sur le campus.

Après une visite des locaux, le préfet a décidé de fermer la faculté et de la maintenir occupée par les flics au moins jusqu'à lundi, date à laquelle les étudiants pourraient être admis à y pénétrer à condition qu'ils acceptent de se soumettre à un contrôle d'identité !

Les élèves infirmiers et infirmières entrent en lutte Se mobiliser et s'unir à la base et dans l'action

Autre situation concrète, autres problèmes, mais là aussi la lutte se développe. Les élèves infirmiers et les élèves infirmières se révoltent contre les conditions de vie et de travail qui leur sont imposées. Et dans un nombre croissant d'écoles, ils se battent pour imposer leur amélioration.

Déjà, deux coordinations nationales d'élèves infirmiers et infirmières se sont réunies, la dernière en date étant celle tenue à St-Denis, près de Paris, à la fin février. Mais surtout, comme pour toutes les luttes de masse, ce qui a été et ce qui est décisif c'est ce qui se passe à la base. Or dans les écoles, la mobilisation va bon train, ici et là se tiennent des assemblées générales où l'on discute du statut des élèves infirmiers et infirmières, mais aussi de leurs autres revendications immédiates, concernant notamment les salaires et les conditions de tra-

vail. C'est dans les assemblées générales que sont avancées des perspectives concrètes d'action, c'est là aussi que l'unité se forge réellement entre les élèves pour livrer bataille à la bourgeoisie.

Dans plusieurs régions les élèves infirmiers et infirmières sont engagés dans l'action. C'est ainsi par exemple que depuis le

5 mai, 740 élèves des écoles d'infirmières de Nantes et d'Angers sont en grève. Elles ont décidé de poursuivre ce mouvement jusqu'à la fin de la semaine et d'organiser des manifestations. Elles se battent notamment pour le paiement au tarif du SMIC de toutes les vacations effectuées en hôpital, et pour le droit d'expression syndicale.

Communiqué du comité de coordination des élèves infirmiers de Nancy

A l'occasion de leur semaine d'action, les travailleuses en formation de la santé attirent l'attention de l'opinion publique sur les conditions scandaleuses de formation qui sont les leurs. Ces élèves-infirmières dénoncent notamment :

1/ l'absence totale de statut juridique alors que les élèves-infirmières ont droit de fait par leur fonction hospitalière au statut de travailleurs en formation, ceci d'autant plus que les écoles sont habilitées à percevoir la taxe d'apprentissage ;

2/ le montant dérisoire et discriminatoire des bourses d'étude qui sont destinées à instaurer la mentalité d'assistés alors que, vu le travail qu'ils fournissent dans les services, les élèves-infirmières devraient être légitimement rémunérés sur la base du SMIC ;

A Nancy, les élèves-infirmières demandent : 1/ la suppression de l'examen de passage de première en deuxième année (examen sélectif inutile puisqu'il y a contrôle continu tout au long de l'année) et son remplacement par un examen blanc ; 2/ la gratuité des frais de formation, notamment le remboursement des frais de transport et le paiement intégral des frais occasionnés par les stages (séjours, etc) ; 3/ la possibilité de prendre leur repos sur les lieux de travail ; 4/ la suppression des horaires restrictifs à l'intérieur et le respect de la vie privée des stagiaires.

En conclusion les élèves-infirmières demandent à la population d'Anncy, en premier lieu au personnel d'encadrement et aux malades, de soutenir et de populariser leurs revendications.

La semaine dernière au Mans, au cours d'une réunion à laquelle participaient 60 des 230 élèves du Centre hospitalier, deux tendances se sont opposées : l'une était favorable à la revendication du statut dans son intégrité. Cette réunion n'a pas débouché sur des décisions précises. Mais il était prévu que les élèves se réunissent à nouveau le 6 mai pour continuer à discuter. Gageons que la majorité d'entre eux saura empêcher ceux qui ne veulent pas la mobilisation massive des élèves, de maintenir le débat dans la vague, et qu'ils opposeront à la confusion qu'entretiennent volontairement les trotskystes des perspectives concrètes d'action.

Une élève de l'école d'infirmières (ères) du Centre hospitalier du Mans.

Le Mans

Pour que ça démarre, il faut des revendications précises

A l'école d'infirmiers et infirmières du Centre hospitalier du Mans, les élèves discutent à propos du statut de travailleur en formation. L'affichage de ce statut, défini lors d'une coordination nationale tenue à Saint-Denis le 28 février dernier, a suscité en effet pas mal de réactions de la part des élèves. Exemple : «Ce n'est pas sérieux, un salaire sans contrat !»

En fait ces réactions s'expliquent quand on sait comment la coordination nationale a été magouillée par les trotskystes de «Rouge» et de «Révolution». Ils s'y sont en effet complètement opposés à ce que soient posées des revendications concrètes, qui seules auraient permis l'adhésion et la mobilisation de l'ensemble des élèves infirmiers (ères).

VILLETANEUSE :

LA SAINTE ALLIANCE

Quand les trotskystes volent au secours de l'UNEF

Les assemblées générales de lundi et mardi ont offert un spectacle insolite et révélateur.

Les ténors de l'UNEF-Renouveau osaient à peine affronter les étudiants ; plusieurs d'entre eux avaient été reconnus sur la camionnette UNEF qui avait foncé, lors de la manifestation du 1er Mai, sur le cortège étudiant ! Et leurs appels déguisés à la reprise des cours venaient de recevoir la réponse qu'ils méritaient : un vote massif pour la poursuite de la grève.

Les orateurs habituels de l'AJS, et de la LCR savourèrent d'abord une victoire facile, en faisant semblant d'exclure physiquement l'UNEF de l'assemblée générale. Sous la protection de ceux-là même qui venaient de les rosser, le groupe UNEF revenait presque aussitôt, appuyé par un représentant de la section locale du PCF !

Un vit encore mieux le lendemain : un vote clair venait d'interdire à l'UNEF toute participation à la coordination de Lyon, prévue pour les 5 et 6 mai. Les étudiants montraient ainsi leur refus de considérer plus longtemps l'UNEF comme un allié du mouvement. C'en était trop pour la LCR et son souci de l'unité... A force de magouilles de procédure, elle réussit à faire readmettre l'UNEF dans la délégation !

Les étudiants de Villetaneuse ne s'y sont pas trompés, et ont dénoncé dans un tract la sainte-alliance des révisionnistes et des trotskystes, qui permet toujours, par une rivalité apparente et des accords de coulisse, de contrôler les coordinations.

Le plus grave est que les motions précipitamment proposées par les trotskystes condamnent les «trahisons» de l'UNEF... en se gardant bien de les expliquer. La condamnation des directions syndicales révisionnistes reste stérile, si elle ne s'accompagne pas d'un bilan du mouvement. Après qu'ait été lancé le mot d'ordre de grève générale, les organisations trotskystes ont proposé, durant 2 semaines pour seul objectif, de participer aux manifestations appelées par les révisionnistes. Au moment où ceux-ci abandonnent le mouvement, les trotskystes sont bien entendu incapables de proposer la moindre perspective.

Le mouvement étudiant pour être victorieux, doit s'attaquer à l'ensemble de la réforme. C'est seulement ainsi qu'il pourra gagner à la lutte l'ensemble des personnels ATOS* et enseignants menacés eux aussi par la restructuration de l'Université. Les révisionnistes ont tout fait pour assombrer la réforme à un seul texte, l'arrêté, qu'il fallait «abroger» (c'est-à-dire, disaient les SNESup et l'UNEF, re-négocier). Ils ont toujours refusé de lier la revendication d'abrogation de l'arrêté à celle, par exem-

ple, de la circulaire du 20.2.76, qui planifie le licenciement de 3 000 enseignants vacataires. Le SNESup, fortement représenté dans les conseils d'université et tous les organes de gestion, a d'ailleurs de bonnes raisons pour cela : il est très occupé à réclamer des «moyens» pour ses propres filières professionnelles... A Villetaneuse, le président PCF, Jozefowicz tente de généraliser les MST (maîtrises de sciences et techniques), dont les enseignements sont en grande partie assurés par des cadres patronaux payés en heures complémentaires.**

Il ne serait sans doute pas mécontent de récupérer quelques unes de ces mêmes heures complémentaires servant à rétribuer les chargés de cours. La circulaire du 20 février l'y autorise d'ailleurs...

Cette même politique de restructuration atteint actuellement les personnels ATOS : les auxiliaires qui occupent des postes vacants (certains depuis 7 ans !) sont menacés de licenciement à la rentrée.

La réforme du 2e cycle prévoit que les diplômes universitaires seront désormais habilités au coup par coup, provisoirement. Un tel système entraînera un renouvellement constant des enseignants ; l'effectif des étudiants sera variable, donc aussi celui des ATOS nécessaires. Le gouvernement cherche donc à multiplier les formules de contractualisation. Dans la phase actuelle, il commence par éliminer tous les personnels permanents hors statut (enseignants vacataires, ATOS auxiliaires) qui avaient été tolérés jusque là.

Les personnels enseignants et ATOS refusent de payer la note. Les étudiants sauront réaliser avec eux l'unité de lutte, malgré les manœuvres de division que

SNESup, UNEF et CGT ne vont pas manquer de multiplier.

* administratifs, ouvriers, techniques et de service.
** Un enseignant titulaire qui dépasse son service est payé en heures complémentaires. Les vacataires sont payés à la tâche, uniquement en heures supplémentaires.

Poursuite de la grève à Reims

A Reims, les facultés de Droit, de Sciences économiques et de Lettres en sont à leur 8e semaine de grève. La lutte en effet continue malgré ce qu'a pu dire «Le Monde» du 29 avril qui — pour un premier article sur les luttes étudiantes à Reims, c'était une réussite ! — affirmait que les cours avaient repris.

La grève se poursuit. Pourtant la bourgeoisie, de toute couleur, ne ménage pas ses efforts pour qu'elle cesse. Des éléments fascistes essaient de faire signer des pétitions dans les facultés. Le journal local de la bourgeoisie conseille de se rendre au secrétariat des UER ou à la présidence de l'université pour trouver des exemplaires de cette pétition. Quant aux révisionnistes, ils ne sont pas en reste, et à Reims au moins l'UNEF a le mérite d'annoncer franchement la couleur : «Pour la négociation, pour ne pas enterrer le mouvement, reprenons les cours !»

Deux lycées, Clémenceau et Roosevelt, ont été fermés la semaine dernière sur décision du recteur, car il s'y était tenu des assemblées générales et parce que l'administration de ces établissements n'avait su répondre à la mobilisation des élèves que par l'envoi de forces de police qui avaient bloqué l'entrée des lycées.

L'action se prépare au CET d'hôtellerie de Souillac

Dans le CET d'hôtellerie de Souillac, dans le Lot, les élèves sont soumis à une discipline particulièrement réactionnaire : exclusions sans possibilité de défense aucune, majorité à 18 ans non respectée, port de la cravate exigé pour les repas au restaurant du CET, etc. En outre, les stages obligatoires effectués par les élèves pendant les vacances sont l'occasion pour les patrons hôteliers et restaurateurs de réaliser des profits inouïs : les stagiaires reçoivent environ 500 F par mois pour un travail très dur !

Les 27 et 28 avril derniers,

les élèves s'étaient mis en grève pour obtenir de meilleurs contrats de stage et le respect de ces contrats, l'application du régime de majorité à 18 ans, le droit de défense des élèves. Le directeur a utilisé la démagogie et les chantages — menaces de renvoi — pour briser ce début de mouvement. Mais les élèves n'ont pas dit leur dernier mot, et aujourd'hui, ils parlent de reprendre le mouvement si leurs revendications ne sont pas prises en compte. Les patrons de l'hôtellerie et l'administration scolaire à leur service trouveront sûrement à qui parler...



L'expulsion hors de France de 4 résidents de la Maison d'Afrique ou

L'anatomie d'une provocation

Dans nos éditions datées de mardi et de jeudi, nous rendions compte de l'arrestation et de l'enlèvement de 4 résidents de la Maison d'Afrique (maison Lucien Paye) à la Cité internationale, le 30 avril à 6 heures. 3 d'entre eux, Batchono Jules, Traore Etienne et Vignon Honoré étaient arrêtés à la Maison même, tandis que le quatrième, Niend Albert était arrêté à la même heure à Bordeaux, où

Depuis le début de l'année, les résidents de la Maison d'Afrique ont engagé une lutte pour la satisfaction de leurs revendications: suppression de la mesure de prélèvement direct du montant du loyer sur la bourse des étudiants; demande de participation des résidents au conseil d'administration; installation de services sociaux: cuisines, laveries...; libre disposition de la grande salle de réunion; garantie des libertés syndicales et politiques; levée immédiate des taxes arbitraires sur les couvre-lits.

UNE BANALE AFFAIRE DE COUVRE-LITS...

La dernière affaire en date, révélatrice du climat qui règne, et qui devait fournir le prétexte à plusieurs interventions de la police, et à l'expulsion, est celle des «couvre-lits»...

En janvier 1976, le directeur de la «Maison Lucien Paye», Valigny, procède à une fouille clandestine systématique des chambres des résidents. Il y dénombre 72 couvre-lits abîmés... Et il exige aussitôt une taxe, pour les résidents concernés, allant de 90 à 180 F...

Il faut dire que le tissu de ces couvre-lits est du tissu à rideau, synthétique, extrêmement inflammable et fragile. A tel point que M. Valigny en a tiré argument pour refuser la salle des fêtes de la Maison, seule salle pouvant contenir l'ensemble des résidents, lorsque ceux-ci la lui avaient demandée pour des réunions, ou pour des soirées récréatives, courantes à la Cité.

Le 4 février 1976, l'assemblée générale des résidents stigmatise le caractère

illégal du contrôle en cours d'année et sans préavis, ainsi que la fouille d'objets personnels, et décide, pour des raisons évidentes de sécurité, et par solidarité avec leurs camarades taxés de remettre en masse au directeur ces fameux couvre-lits, «abîmés» ou «flambant neufs»...

Promesses, fuite en avant, agrémentées de menaces ouvertes d'expulsion, de suppression de bourse (on a le bras long, paraît-il...) et (pourquoi pas!) d'exhibition de revolver: voilà l'attitude du directeur, qui bloque les négociations.

Le 9 avril, l'affaire rebondit: M. Valigny refuse de rendre l'intégralité de leur caution à des résidents journalistes qui devaient partir pour le Canada. Il ne veut leur rendre que 210 F sur 250 F (il faut croire que les prix avaient dû s'effondrer sur le marché des couvre-lits entre-temps...), et encore, à condition que ces résidents lui signent un reçu de 250 F quand même... Il n'y a pas de petits profits, n'est-ce pas...

Il paraît du reste qu'on n'en est pas à une escroquerie près dans la Maison, car, contrairement au règlement qui stipule que seule toute quinzaine commencée est due, pour 3 nuits, on fait payer le loyer du mois!

LES PRÉTENDUES VIOLENCES CONTRE LE PERSONNEL

Devant cette nouvelle tentative d'escroquerie, les résidents se mobilisent et exigent des explications. Mais M. Valigny n'est pas là pour les donner... et les résidents journalistes sont toujours bloqués à Paris. Aussi

il effectuait un stage.

Afin de permettre à nos lecteurs de mieux connaître la lutte des résidents de la Maison d'Afrique, de mieux comprendre son importance politique tant sur le plan intérieur que sur le plan anti-impérialiste, et donc mieux la soutenir, nous publions aujourd'hui quelques précisions.

finissent-ils par retenir une partie du personnel d'administration (dont le chef du personnel et l'intendant), alors que ceux-ci s'apprentent à partir en week-end avant l'heure. Ils ne seront retenus que 3 heures, dans une salle où ils disposent de bière, etc. Aucune violence physique ne leur est faite.

Le directeur se décide enfin: vous voulez des explications... vous allez en avoir. Et ce sont les CRS qui arrivent et embarquent une centaine de résidents.

UNE «GREVE» DIRIGÉE PAR LE PATRON...

Puis le directeur met en grève forcée tout le personnel, privant les résidents des services sociaux, sous prétexte d'insécurité, et de «solidarité» avec le personnel administratif. Manœuvre vicieuse tendant à dresser l'ensemble du personnel contre les résidents en grande majorité africains.

25 employés, pas de syndicat... pas avec M. Valigny. Il pèse de tout le poids de sa fonction pour obliger les employés et ouvriers à se mettre en grève.

Ceux-ci revenant tous les matins à l'heure de la reprise du travail, M. Valigny les renvoie chez eux, et leur donne l'ordre finalement d'y rester, craignant comme la peste que les employés et les ouvriers commencent à discuter avec les résidents. Et associant la carotte au bâton, il leur promet de les payer, ce qu'il fera effectivement en pleine illégalité, sans bulletin de salaire. Cela s'appelle ni plus ni moins tenter d'acheter les gens.

En revanche, ceux d'entre eux qui refuseront cette «grève» et se présenteront chaque jour au travail, ne recevront rien!

Mais le directeur va pousser sa provocation jusqu'au raffinement, lorsqu'il fabrique un «comité de grève», constitué du personnel administratif (chef du personnel, intendant...), qu'aucun ouvrier ou employé n'a élu, et dont les déclarations ne sont reconnues par personne.

Le 29 avril, ce directeur-meneur-de-grève sonne la reprise du travail, déclarant

que des garanties lui ont été offertes pour assurer la sécurité dans la Maison...

Ces «garanties» ne se font pas attendre: le 30 à 6 heures, les flics font irruption dans la Maison d'Afrique et enlèvent trois résidents qu'ils expulsent de France, le même scénario se produisant à Bordeaux pour A. Niend.

Motif: «violences contre le personnel, trouble de l'ordre public».

Et voilà la provocation à son terme... C'est si bien construit qu'on se paie même le luxe d'en parler à la télévision!

Petit détail négligé (?) par le ministère de l'Intérieur cependant:

Niend et Vignon étaient absents de la Maison lors de la «séquestration»...

Mais on ne peut quand même pas exiger trop de finesse...

LES RAISONS POLITIQUES DE LA PROVOCATION

Il va de soi que de simples revendications économiques, comme toute (pas de taxe sur les couvre-lits) ne justifieraient pas en d'autres circonstances un tel déploiement de moyens! Mais

1) comme le dénonce l'un des communiqués de la FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France), l'un des objectifs que vise le néo-colonialisme français en tentant de liquider, ou de contrôler politiquement le recrutement des Maisons communautaires africaines est «d'empêcher l'épanouissement intellectuel, politique et social de l'étudiant», la faire durer «l'assistance technique» et de retarder la «politisation de la jeunesse».

2) l'impérialisme français connaît une situation de crise économique grave, et conséquemment de tension sociale et politique aiguë à l'intérieur. Il est clair que l'État se prépare à réprimer systématiquement dans l'œuf tout foyer de lutte et d'agitation quel qu'il soit, de peur qu'il ne fasse tache d'huile.

Mais rien n'empêchera les étudiants ni les travailleurs français et immigrés de s'unir pour abattre leur ennemi commun!

informations générales

LA SOUSCRIPTION, UNE BATAILLE POLITIQUE

A l'heure actuelle, un peu partout, de puissantes luttes de masse se développent. Elles visent le chômage, les licenciements, et tout ce qui manifeste l'aggravation des conditions de vie et de travail qu'impose la bourgeoisie à la classe ouvrière et aux masses populaires pour faire reposer sur elles le poids de la crise de son système capitaliste.

Ces derniers mois en particulier quatre grands mouvements de lutte ont connu un impétueux développement: le mouvement ouvrier avec des grèves et des occupations d'usines par centaines, le mouvement de lutte des travailleurs immigrés sur leurs problèmes spécifiques, le mouvement des petits paysans, et celui des étudiants et lycéens.

Ces mouvements visent à arracher satisfaction sur les revendications des masses, pour l'amélioration de leurs conditions d'existence. Mais ils sont aussi à différents titres une école où se prépare, de fait, la révolution prolétarienne. Les ouvriers, les travailleurs immigrés, les petits paysans, les étudiants, y font en particulier l'expérience du révisionnisme, et commencent à y prendre conscience de ce que le PCF sert, non les intérêts des masses exploitées et opprimées, mais ceux de leurs exploités et oppresseurs.

Cependant, et cela apparaît clairement dans le mouvement étudiant, pour ne citer que cet exemple, en l'absence d'une avant-garde marxiste-léniniste forte et reconnue comme telle, ce début de prise de conscience à l'égard du révisionnisme ne peut pas réellement aboutir. La masse des étudiants en lutte hait et vomit le révisionnisme, mais le révisionnisme n'est pas pour autant rejeté, exclu du mouvement de masse. Il manque pour cela à la masse des étudiants en lutte la conscience claire de ce que

le révisionnisme c'est la bourgeoisie, c'est un ennemi, et des plus acharnés, du mouvement de masse.

Cette prise de conscience, comme celle de la nécessité de la révolution prolétarienne, ne se fera pas spontanément. Il lui faut le travail prolongé d'explication et d'analyse de l'avant-garde marxiste-léniniste.

Qu'un tel travail soit inexistant ou même insuffisant et non seulement la conscience de la nécessité de la révolution prolétarienne ne progressera pas dans les masses, malgré un certain nombre de conditions favorables, mais de plus la bourgeoisie, qu'elle ait nom révisionnisme ou trotskysme, aura toute facilité pour saborder le mouvement de lutte pour les revendications immédiates. Cela est inévitable.

Aussi, l'importance de l'élargissement de la diffusion de notre Humanité rouge apparaît-elle de façon particulièrement claire aujourd'hui. Cependant nous ne sommes pas de ces quotidiens qui bénéficient des subventions gouvernementales — 120 millions pour l'Humanité de Georges Marchais en 1975 —. C'est la raison pour laquelle nous lançons cette nouvelle campagne de souscription, pour obtenir un minimum de 25 millions d'anciens francs d'ici le 30 juin.

Dire que l'avant-garde marxiste-léniniste est le représentant et le meilleur défenseur des intérêts immédiats comme à long terme du prolétariat et des masses exploitées et opprimées par la bourgeoisie, c'est dire aussi qu'il faut être à l'offensive pour étendre le plus largement possible la diffusion de sa ligne politique et idéologique: c'est donc dire qu'il faut être à l'offensive et oser s'adresser aux masses pour récolter 25 millions d'ici le 30 juin prochain.

LISTE DE SOUSCRIPTION

Sup. à reab. FC	10,00 F	*	DP	15,00 F
CDHR - Le Travail	84,40 F	*	LJP	10,00 F
Sup. à reab. LGH	60,00 F	*	MAD	600,00 F
" LS	10,00 F	*	FG	20,00 F
" SJ	140,00 F	*	LJP	5,00 F
" DY	5,00 F	*	MPH	10,00 F
" CMH	10,00 F	*	MS	60,00 F
" BH	5,00 F	*	BC	5,00 F
" BJ	110,00 F	*	Un agent bureau	8,50 F
" CF-PJ	25,00 F	*	Soutien	0,95 F
" BM	5,00 F	*	Sup. à reab. EM	5,00 F
" GC	10,00 F	*	" DG	5,00 F
" LJJ	60,00 F	*	Sup. à reab. JP	8,50 F
" M	10,00 F	*	gagne à un concours	100,00 F
" RD	8,00 F	*	de brétole	10,00 F
" LTM	120,00 F	*	Sup. à reab. LD	10,00 F
" PR	10,00 F	*	" EP et J	35,00 F
" RJP	3,00 F	*	LBA	10,00 F
" AY	10,00 F	*	FF	20,00 F
" SC	10,00 F	*	RM	120,00 F
" RD	140,00 F	*	Pour que vive	
" MB	30,00 F	*	le journal	
" PP	18,00 F	*	ou pion ni	100,00 F
" LRO	10,00 F	*	Total au 4.5.76	2 052,85 F

Comment souscrire ?

Les sommes souscrites peuvent être versées sous toutes formes possible, mais notre préférence va au versement souscrit à notre compte-chèque postal: L'Humanité-rouge — CCP 30 226 72 La Source.

Cela dit, soyez assurés, camarades et amis lecteurs que nous ne refuserons aucun versement bancaire, ou par mandat-postal ou en timbres-poste, etc...



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE: 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique:

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.



culturel

MEETING
ASSOCIATION MEDICALE
FRANCO-PALESTINIENNE«PALESTINE : UNE TERRE OCCUPEE
UN PEUPLE EN LUTTE»Pour le soutien au
peuple palestinien sous
occupation israélienneavec Ilan Halevy, mi-
litant antisioniste colla-
borateur du Dr Israël
Shahak, président de la
Ligue israélienne desdroits de l'homme — une
pièce de théâtre, de la
musique arabe — un
montage audio-visuel sur
les récentes luttes
sous la présidence du
Pr Milliez, président de
l'AMFP.

16 MAI 1976 — MUTUALITE — 14-18 H

HOMMAGE
A JULIO ALVAREZ
DEL VAYOMEETING
SAMEDI 8 MAI
19 H1, rue Guy-de-la-Brosse
Paris-5e
Métro JussieuBordeaux
LA SANTE
EN CHINE POPULAIRETous les observateurs
s'accordent à reconnaître le
bouleversement qu'a connu
la situation sanitaire de la
Chine depuis 25 ans.Seule parmi les pays en
voie de développement, la
République populaire de
Chine a su maîtriser dans
des délais relativement brefs
des problèmes sanitaires qui
paraissaient insurmontables.Les travailleurs médicaux
ont en outre obtenu dans
certains domaines des résultats
d'avant-garde.Mais l'aspect le plus origi-
nal de la politique sanitaire
de la Chine est l'introduction
de rapports véritable-ment socialistes entre les
masses et les travailleurs mé-
dicaux.Exposition de 14 à 19 h.
Panneaux explicatifs sur
l'organisation sanitaire et
médicale en Chine. Nom-
breuses photographies. Dia-
porama. Films : «La santé
en Chine (court métrage) —
samedi 8 à 17 h 30.A l'Institut de carrières
de la santé — rue Francisco
Ferrer Bordeaux.

Vendredi 14 mai :

Exposition, film et débat
sur la santé en Chine à 22 h
organisé par l'Association
des amitiés franco-chinoises
4, rue du Vieux Marché 33
Bordeaux.Semaine
des cahiers du cinémaJusqu'au 11 mai — Artistic
Voltaire 45 bis, rue Ri-
chard-Lenoir 75011 Paris —
Tel. : 700-19-15. Avec nota-
ment :— vendredi 7 mai 16 h :
L'olivier, du Groupe ciné-
ma-Vincennes — 18 h : Bon-
ne chance la France ! de Ci-
nélutte.— dimanche 9 mai 22 h :
Le médecin aux pieds nus,
film chinois inédit.— lundi 10 mai 18 h :
Gare centrale, de YoussefChahine (Egypte) inédit —
20 h : Sejnane, de Abdella-
tif Ben Ammar (inédit) (Tu-
nisie).— mardi 11 mai 16 h :
Haïti, le chemin de la liber-
té, de Arnold Antonin (Haï-
ti) inédit — 18 h : Nationa-
lité immigré, de Sydney So-
khona — 20 h : Le marteau
et la machette, de Gabriel
Glissant (Guadeloupe) inédit.22 h : Débat sur les trois
derniers films avec les réali-
sateurs.8è festival international du livre à Nice
Succès de l'exposition-vente
du livre chinoisLe VIIIe Festival interna-
tional du Livre à Nice, qui a
fermé ses portes jeudi, a
connu cette année un record
d'affluence. L'événement le
plus important en a certai-
nement été l'expulsion de la
clique Tchong Kai-check qui
jusqu'ici y occupait la place
qui revenait de droit à la
République populaire de
Chine.C'est ainsi que les Édi-
tions du Centenaire, distri-
buteur officiel des Éditions
de Pékin, ont pu présenter
au nombreux public une im-
portante exposition de livres
chinois, affiches, rouleaux
sur soie. Le stand a connu
un tel succès qu'on peutdire qu'il a, dès l'ouverture,
été littéralement pris d'as-
saut, et rapidement de nom-
breux titres furent épuisés,
révélant ainsi à tous le puis-
sant courant d'intérêt pour
la Chine et pour l'étude des
classiques du marxisme-lé-
ninisme.Le succès fut tel que les
responsables du stand ont
dû à plusieurs reprises ré-
pondre à des interviews
de divers journaux natio-
naux et régionaux ou de la
presse spécialisée. Les jour-
nalistes de «France-Inter»,
de «France-culture» et de
«Radio-Monte-Carlo».Divers éditeurs, libraires
ou journalistes progressisteset amis de la Chine ont éga-
lement visité le stand et éta-
bli des relations positives
avec les Éditions du Cente-
naire.En visitant le festival nous
avons également pu remar-
quer certains stands : celui
de la SNED (Algérie), des
éditions Hallier et Oswald
qui exposaient la nouvelle
édition des «Poètes du pe-
uple chinois», 80 poèmes tra-
duits par Michelle Loi ; les
Éditions Stock qui expo-
saient les œuvres d'Han
Suyin, les Éditions d'État de
Roumanie, et un stand cor-
se diffusant des affiches, des
disques et des journaux ré-
clamant la libération d'Ed-
mond Siméoni.

Radio

Madame Soleil et le 1er Mai

Il était curieux d'enten-
dre un peu ce que prédirait
Madame Soleil pour le 1er
Mai. On ne sait jamais...En s'en tenant à ses «ré-
vélations», qu'on peut con-
sidérer comme de véritables
directives de la bourgeoisie
pour avoir une ligne de con-
duite dans la vie quotidienne,
on est sûr d'avoir quel-
ques surprises. Normale-
ment, le 1er Mai, c'est la
journée annuelle et inter-
nationale de luttes de tous
les travailleurs, non ? Eh
bien, pour Mme Soleil, cela
ne semble pas apparaître
dans sa boule de cristal :
«en cette journée de beau
temps, vous allez rencontrer
de la belle jeunesse»,... ou
bien «vous allez avoir des
discussions, mais attention,
que cela ne dégénère pas en
dispute»...Ah bon... Mais ne soyons
pas étonnés, la conception
du 1er Mai selon Mme So-
leil et la bourgeoisie, c'est
donc une journée de ren-
contres familiales, occasions de
voir «de la belle jeunesse»,
de discuter autour de la ta-
ble. Ce n'est pas une journée
de luttes des travailleurs !Dans les faits, il semble
donc que les prédictions
scientifiques de cette dame
ne soient pas très... scienti-
fiques. Elle a dû s'en aperce-
voir en voyant passer un cer-
tain nombre de manifesta-
tions sous ses fenêtres... A
moins qu'elle n'habite que
dans des quartiers où il ne
passe jamais de manifesta-
tions...Et puis, ce genre de pré-
diction ne demande pas
d'être très «futé» pour les
faire. Les horoscopes ressem-
blent plutôt à une savante
cuisine. Car à partir du mo-ment où on décide que le
1er Mai doit être une jour-
née de «rencontres familia-
les», on est sûr qu'il y aura
«des enfants et des discus-
sions». Il n'y a plus qu'à
partager entre les différents
signes du Zodiaque, à varier
un peu le vocabulaire, à par-
ler de Venus, de Saturne, de
Jupiter et le tour est joué.

La bourgeoise se sert des

horoscopes pour nier que la
lutte de classes est le moteur
de la société, de son dévelop-
pement et que les faits et
les hommes sont déterminés
par cette lutte de classes, et
pour affirmer que ce sont
les astres qui prédestinent la
vie des hommes. Voilà ce
que nous a révélé Mme So-
leil le 1er Mai.

Un lecteur d'Orléans

Vu par Sylvestre

Lecanuet et l'affaire Agret



Face à la rivalité accrue des 2 superpuissances**L'enjeu européen**

Le 8 Mai 1945, le nazisme s'effondre, laissant derrière lui une Europe largement en ruine et divisée en deux zones. A l'Est, un monde nouveau se développe au profit des ouvriers et des paysans.

Les bourgeoisies ouest-européennes sont considérablement appauvries par la perte de la majeure partie de leurs moyens de production détruits durant la guerre.

Mais la force du prolétariat, pourtant le véritable vainqueur d'Hitler, est affaiblie par les graves insuffisances de ses dirigeants pendant la lutte de libération, par leur trahison ouverte à la libération.

De 1960 à 1969, les investissements US en Europe passent de 6,691 milliards de dollars à 21,554 milliards de dollars en France, de 1958 à 1965, les USA achètent 845 entreprises et créent 616 entreprises nouvelles ou filiales. Dans l'ensemble de l'Europe de l'Ouest, 3 070 entreprises nouvelles sont créées par eux et plus de 4 000 rachetées pendant cette période.

L'ÉMERGENCE DE L'EUROPE UNIE

Pendant ce temps, avec l'aide politique, économique et militaire des États-Unis, la bourgeoisie européenne parvient à reconstituer lentement ses moyens de production et son capital. Mais ce faisant, elle entre peu à peu en conflit avec l'impérialisme US et s'engage, pour mieux lui résister dans un processus nouveau qui, seul, paraît pouvoir répondre aux exigences économiques, technologiques et financières des jeunes monopoles européens : c'est le début de l'intégration européenne qui commence dans le domaine majeur, à l'époque du charbon et de l'acier et se poursuit dans le secteur agricole et les autres branches industrielles plus actuelles.

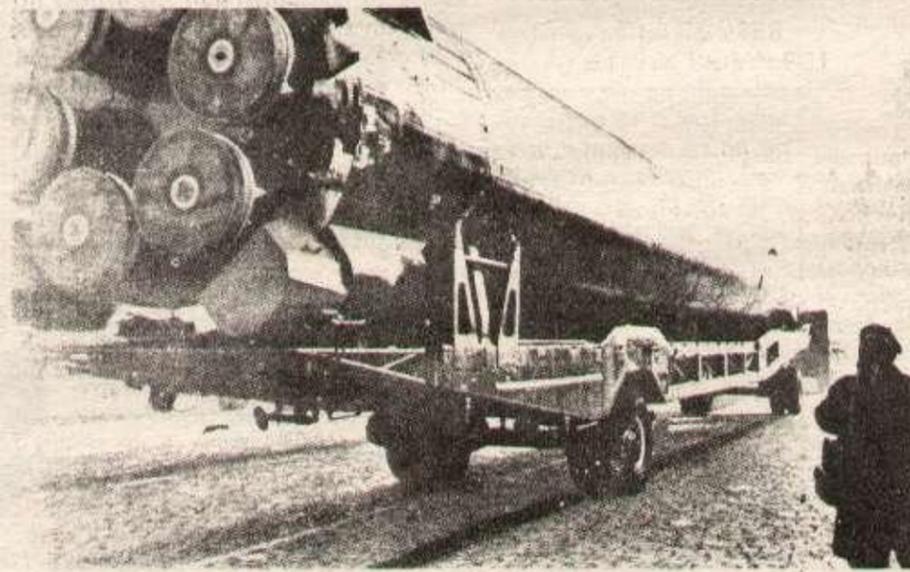
La Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1951, le Marché commun à 6 en 1957 et la Communauté économique européenne à 9 en 1972 ont donc été créés par les bourgeoisies européennes pour la sauvegarde de leurs intérêts propres, à la fois contre le pillage américain et contre tout danger d'émancipation révolutionnaire du prolétariat.

Celui-ci en effet fut et demeure la victime de cette intégration car il voyait se dresser devant lui une nouvelle Sainte-Alliance de la haute bourgeoisie monopoliste plus forte pour mieux l'exploiter et l'opprimer ; c'est le cas aussi des petits paysans victimes de l'«Europe verte» voulue et réalisée à la fois par les monopoles industriels et les grands propriétaires fonciers ; au début de ce processus, leurs regards se tournaient donc tout naturellement vers l'Europe de l'Est où le socialisme était en cours d'édification et où émergeait un homme nouveau. Mais dans la nuit du 20 août 1968, les troupes de cinq «pays socialistes» agressaient soudainement la Tchécoslovaquie, la réduisant plus brutalement encore à l'état de néo-colonie soviétique.

Ainsi apparaissait aux yeux de tous une donnée nouvelle et fondamentale de la situation en Europe : le social-impérialisme soviétique.

Depuis lors, l'hégémonisme idéologique, politique, économique et militaire de l'URSS en Europe n'a cessé de s'affirmer avec toujours plus d'arrogance, si bien que le social-impérialisme est désormais le danger principal qui menace l'indépendance nationale des peuples européens, un ennemi farouche du mouvement révolutionnaire des masses. Menace qui, dans le cadre de la rivalité aiguë soviéto-américaine débouchera un jour ou l'autre sur une offensive militaire de l'URSS en direction de l'Europe de l'Ouest qu'elle entend asservir.

Le bouleversement de la situation est tel que l'impérialisme yankee,



Les préparatifs de guerre de l'URSS, un élément décisif d'appréciation de la situation en Europe. (cliché Keystone).

longtemps hostile à toute idée européenne qu'il percevait, à juste titre, comme opposée à ses intérêts hégémoniques, voyant ses positions affaiblies partout dans le monde et commençant à s'inquiéter sérieusement de la puissance militaire nouvelle des Soviétiques, commence à se résigner à cette réalité européenne, tout en continuant à chercher à l'utiliser à son profit. Pourtant, c'est en 1967 que Ronald Steel, dans la «Pax americana» résumait encore crûment le point de vue américain sur l'Europe en ces termes :

«Une Europe fragmentée en États-nations, relativement inoffensifs, sous notre coupe et celle des Russes, serait beaucoup plus docile qu'une Europe unie, capable de nous défier tous les deux».

Cette situation permet à l'impérialisme américain en pleine ascension, d'étendre et de développer son emprise économique et politique par le biais du Plan Marshall. Il s'emploie à ressusciter économiquement l'Europe afin d'en faire une zone de débouchés, donc de capitaux qu'il réinvestit en Europe ou ailleurs dans le monde.

Sa domination économique s'intensifie sous diverses formes : Plan Marshall, accords monétaires de Bretton-woods qui font entériner la suprématie du dollar dans le système monétaire mondial, etc.

C'était aussi, cela va sans dire le point de vue du Kremlin qui s'est toujours montré ouvertement hostile et menaçant à l'égard de toute idée de construction européenne et dicte au PCF son attitude systématiquement antieuropéenne.

Il est certes plus difficile, de son point de vue impérialiste de réduire à merci 360 millions d'Européens de l'Ouest, unis et solidaires, que de les avaler bouchée par bouchée !

LE DOUBLE ASPECT DES CHOSES

Il s'ensuit que le prolétariat des pays ouest-européens a désormais devant lui trois ennemis fondamentaux dans sa lutte révolutionnaire :

— sa propre bourgeoisie monopoliste, encore plus ou moins forte malgré les crises économiques qui la minent ;

— l'impérialisme américain qui est en recul dans le monde, mais conserve toujours des intérêts et un rôle important sur notre continent ;

— le social-impérialisme soviétique en pleine expansion et à l'offensive, qui s'infiltré par mille moyens, dont le principal est les partis révisionnistes à sa solde, et, comme Hitler autrefois, se prépare fébrilement à une guerre d'agression sur l'Europe de l'Ouest.

Face à cette nouvelle situation, quel doit être le point de vue prolétarien à l'égard de la construction de l'unité européenne ?

La mission historique du prolétariat est à coup sûr de se préparer

soigneusement à renverser la dictature de la bourgeoisie monopoliste par la révolution prolétarienne. Et en attendant de lutter fermement contre toute tentative d'aggravation de l'exploitation et des conditions de vie des masses populaires.

Mais parallèlement il doit lutter avec détermination contre l'hégémonie des deux superpuissances, ennemies irréductibles de sa libération et de son indépendance nationale, et particulièrement contre le social-impérialisme soviétique, danger principal en Europe.

UTILISER LES CONTRADICTIONS AU SEIN DE LA BOURGEOISIE

Pour cela il doit utiliser au maximum les contradictions qui existent entre les bourgeoisies monopolistes françaises et européennes, d'une part, et les deux superpuissances en poussant tout ce qui va dans le sens de la résistance à leur hégémonie, tout en poursuivant son combat autonome et conséquent contre tout ce qui va à l'encontre de sa propre émancipation révolutionnaire.

C'est dans ce sens que se place la position de soutien à la construction européenne de la République populaire de Chine qui fonde toute son action sur les intérêts de la révolution prolétarienne mondiale.

C'est ainsi qu'à la tribune de l'Assemblée nationale populaire, en janvier 1975, le camarade Chou En-lai déclarait :

«Nous apportons notre soutien à la lutte menée par les pays et les peuples du second monde contre la mainmise, la menace et les vexations des superpuissances. Nous soutenons les efforts que déploient les pays d'Europe occidentale pour s'unir dans cette lutte.»

Dans le contexte des préparatifs d'une nouvelle guerre mondiale auxquels s'affairent les deux superpuissances, le processus d'intégration européenne sur les plans politiques, économiques, militaires, se développe contre les deux superpuissances et principalement, frontalement contre l'URSS néo-nazie. C'est donc une bonne chose du point de vue de l'intérêt du prolétariat dans la mesure où, contribuant à freiner la montée des facteurs de guerre, il lui permet d'amasser, de renforcer les forces révolutionnaires.